

**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

Les femmes sont les grandes oubliées du plan de relance économique fédéral

Les femmes ont été laissées pour compte dans le budget fédéral déposé hier. C'est la conclusion à laquelle viennent trois des principaux groupes de femmes du Nouveau-Brunswick.

« Cette crise financière et économique fera des victimes. Il appartient au gouvernement qui nous représente d'utiliser nos ressources communes pour s'assurer qu'elle ne creuse pas encore plus les inégalités », affirme Michèle Caron, présidente du Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick.

« Malheureusement, tout nous indique que les besoins économiques des femmes passent au second plan pour le gouvernement fédéral : un recul sur l'équité salariale, l'absence d'investissements en infrastructures sociales telles que les garderies, la réduction prévue des transferts fédéraux au Nouveau-Brunswick, aucune réduction des heures éligibles pour le régime d'assurance-emploi, » soutient Michèle Caron.

Huberte Gautreau, présidente de la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick est particulièrement déçue. « Le budget Flaherty promet de faire exactement le contraire de ce que nous demandons au gouvernement fédéral depuis des années. Au lieu d'adopter une loi proactive pour assurer l'équité salariale, il veut réduire la responsabilité des employeurs de juridiction fédérale en soumettant l'équité salariale à la négociation collective et éliminer le recours juridique. De plus, il veut adopter une loi pour limiter les hausses salariales

annuelles du secteur public alors que certaines femmes ont des années de discrimination salariale à rattraper ».

Jody Dallaire, directrice générale de la Coalition pour des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick, dénonce l'absence de financement pour bâtir un système de garderies. « Tout le monde s'entend pour dire que le gouvernement doit investir en temps économique difficile. Mais le gouvernement fédéral refuse d'investir dans des garderies. Ce sont des infrastructures sociales réclamées depuis des décennies pour aider les femmes et leur famille à participer à l'économie ». En 2004, l'OCDE attribuait au Canada le dernier rang parmi les pays industrialisés pour ce qui est de l'accès aux services de garde et de leur financement public.

-30-

Pour plus d'information, communiquez avec :
Huberte Gautreau, 382-5911; 855-0002
Michèle Caron, 863-2124 (b); 531-6918 (c)
Jody Dallaire, 961-1131